

Marchés publics –  
Mission de commissaire aux comptes

**ACCORD-CADRE POUR LA  
REALISATION DES MISSIONS DE  
COMMISSAIRES AUX COMPTES**

## ACCORD-CADRE POUR L'EXERCICE DE LA MISSION DE COMMISSAIRE AUX COMPTES

Pouvoir adjudicateur : SAIEM DE CONSTRUCTION DE DRAGUIGNAN

247 rue Jean Aicard – 83300 DRAGUIGNAN

Représenté par : Michel PONTE – Président Directeur Général

Organisme chargé des paiements : SAIEM DE CONSTRUCTION DE DRAGUIGNAN

247 rue Jean Aicard – 83300 DRAGUIGNAN

Date de notification le : ...

## SOMMAIRE

---

ARTICLE 1. CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE ).....	4
ARTICLE 1. CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE).....	5
ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES .....	6
ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	7
ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE .....	7
ARTICLE 5. OFFRE.....	7
5.1. Contenu des prix.....	7
5.2. Forme des prix .....	7
5.3. Montant de l'offre .....	8
ARTICLE 6. REGLEMENT DES COMPTES .....	9
6.1. Avance .....	9
6.2. Modalités de règlement.....	9
6.3. Paiements .....	9
6.4. Délais de règlement.....	9
6.5. Intérêts moratoires .....	10
ARTICLE 7. RESILIATION DU MARCHE.....	10
ARTICLE 8. ASSURANCES .....	10
ARTICLE 9. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER.....	10
ARTICLE 10. PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT .....	11
ARTICLE 11. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	12
ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	13
ARTICLE 13. ACCEPTATION DE L'OFFRE.....	13
*****	
ANNEXE N°1 - BORDEREAU DES PRIX - MISSION LEGALE DE CERTIFICATION DES COMPTES.....	14
ANNEXE N°2 - DEVIS QUANTITATIF ESTIMATIF - MISSION DE CERTIFICATION DES COMPTES .....	15
ANNEXE N°3 - DEVIS QUANTITATIF ESTIMATIF - MISSIONS CONNEXES PARTICULIERES OU COMPLEMENTAIRES .....	16

## 1. CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE PHYSIQUE )

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire "

M..... agissant  
en mon nom personnel,

domicilié à .....

.....

Immatriculée à l'INSEE :

○ Numéro SIRET : .....

○ Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

Numéro d'identification au registre du commerce : .....

après avoir pris connaissance du présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières et des éléments qui y sont mentionnés,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter la mission de contrôle légal des comptes **en tant que commissaire aux comptes titulaire** ainsi que toute mission particulière accessoire demandée par le pouvoir adjudicateur dans le respect des dispositions du code de commerce et aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.
- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que je suis titulaire d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que j'encours:

Compagnie : .....

N° Police : .....

M..... agissant en son nom personnel

domicilié à .....

ou

M. .... agissant au nom et pour le compte de la société dénommée .....

ayant son siège social à .....

Forme de la société..... Capital .....

Immatriculé à l'INSEE :

○ Numéro SIRET : .....

○ Code la nomenclature d'activité française (NAF) : .....

Numéro d'identification au registre du commerce : .....

Titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'il encourt :

Compagnie : .....

N° Police : .....

sera désigné en tant que commissaire aux comptes suppléant. Il s'engage par les présentes à exécuter dans les mêmes conditions la mission en remplacement du titulaire dans les cas visés à l'article L 823-1 du code de commerce. Le commissaire aux comptes suppléant n'est considéré ni comme un cotraitant, ni comme un sous-traitant du commissaire aux comptes titulaire.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de **4 mois** (quatre mois) à compter de **la date limite de réception des offres finales**.

## ARTICLE 1 - CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire".

M .....

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée .....

ayant son siège social à .....

Forme de la société..... Capital .....

Immatriculée à l'INSEE :

○ Numéro SIRET :.....

○ Code la nomenclature d'activité française (NAF) :.....

Numéro d'identification au registre du commerce : .....

après avoir pris connaissance du présent acte d'engagement valant cahier des clauses particulières et des éléments qui y sont mentionnés,

- M'ENGAGE, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions des documents visés ci-dessus à exécuter la mission de contrôle légal des comptes **en tant que commissaire aux comptes titulaire** ainsi que toute mission particulière accessoire demandée par le pouvoir adjudicateur dans le respect des dispositions du code de commerce et aux conditions ci-après, qui constituent mon offre.
- AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie : .....

N° Police : .....

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de **4 mois (quatre mois) à compter de la date limite de réception des offres finales.**

## 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE - DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché public est dit composite, il comporte une partie correspondant à un marché et une partie correspondant à un accord-cadre, tel que réglementé par les articles R.2162-1 et suivants du code de la commande publique, pour l'exercice de la mission de commissaire aux comptes telle que définie par le code de commerce. Le marché public impliquant pour partie un accord-cadre, il sera dénommé « accord-cadre ».

Dans la mesure où l'accord-cadre confie l'exercice des missions de commissaire aux comptes telles que définies par le code de commerce et les normes applicables à la profession, il n'est pas alloti et est mono-attributaire.

La finalité de la mission du commissaire aux comptes est de contribuer à la fiabilité de l'information financière et par la même de concourir à la sécurité de la vie économique et sociale, tant pour les besoins de gestion et d'analyse interne à l'entreprise que pour les besoins de l'ensemble des partenaires ou les tiers intéressés par celle-ci.

Pour former son opinion sur les comptes, l'auditeur externe procédera à un audit en appliquant les normes internationales. Ces contrôles ne sauraient être exhaustifs: ils sont faits par des sondages et sont fonction de l'évaluation faite par le commissaire aux comptes de la qualité des systèmes comptables et des contrôles internes en vigueur dans l'entreprise.

- **La partie marché** a pour objet de confier à un commissaire aux comptes dit titulaire l'exécution des missions relevant du contrôle légal et de la certification des comptes en application des dispositions des articles L 225-218 et suivants, L 225-40, L 820-1 à L 823-20 et R 225-161 et suivants et R 821-1 R 823-21 du code de commerce.

Dans les conditions définies aux articles R 823-8 et suivants du code de commerce, le commissaire aux comptes présentera au pouvoir adjudicateur chaque année, avant d'engager ses opérations de contrôle, son plan de mission et son programme de travail annuel.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation par le commissaire aux comptes de toutes investigations qu'il jugera nécessaire, à tout moment de l'exercice.

Ces documents tiennent compte de la forme juridique du pouvoir adjudicateur, de sa taille, de la nature de ses activités, du contrôle éventuellement exercé par l'autorité publique, de la complexité de la mission, de la méthodologie et des technologies spécifiques utilisées par le ou les commissaires aux comptes.

Le plan de mission décrit l'approche générale des travaux.

Le programme de travail définit la nature et l'étendue des diligences estimées nécessaires, au cours de l'exercice, à la mise en oeuvre du plan, compte tenu des prescriptions légales et des normes d'exercice professionnel ; il indique le nombre d'heures de travail affectées à l'accomplissement de ces diligences et les honoraires correspondants dans le respect des dispositions de l'article R 823-12 du code de commerce.

Cette lettre de mission est obligatoire, car elle fixe les conditions essentielles de réalisation de la mission. Le commissaire aux comptes doit demander au pouvoir adjudicateur d'accuser réception de la lettre et de confirmer son accord sur les termes et conditions exposés. Il doit consigner dans son dossier de travail tout désaccord éventuel.

- **La partie accord-cadre** et les marchés subséquents qui seront conclus sur son fondement auront pour objet les missions connexes, particulières ou complémentaires à la mission du commissaire aux comptes résultant des obligations légales et des normes professionnelles applicables qui devront être réalisées par le commissaire aux comptes.

Les marchés subséquents seront formalisés, au fur et à mesure des missions connexes, particulières ou complémentaires à réaliser par le commissaire aux comptes conformément aux obligations légales et aux normes professionnelles applicables, par l'acceptation par le pouvoir adjudicateur de la lettre de mission spécifique présentée par le commissaire aux comptes. Les marchés subséquents définiront l'ensemble des clauses nécessaires à l'exécution des prestations qui n'auraient pas été définies au présent accord-cadre ou préciseront certaines des clauses définies dans le présent accord-cadre.

Le présent marché public composite identifie également, lorsque le commissaire aux comptes titulaire désigné est un personne physique ou une société unipersonnelle, ou bien lorsque les statuts de la société l'imposent, le commissaire aux comptes suppléant chargé de remplacer le commissaire aux comptes titulaire en cas d'empêchement temporaire ou définitif de celui-ci. La sous-traitance des missions confiées est interdite.

### 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de l'accord-cadre est fixée, conformément aux dispositions de l'article L.823-3 du code de commerce, pour 6 exercices sociaux à compter de sa notification.

La mission légale de contrôle des comptes et toutes missions connexes, particulières ou complémentaires éventuelles porteront sur les exercices **2026 à 2031**.

Les missions prendront ainsi fin après la délibération de l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice **2031**.

Conformément aux dispositions de l'article L.823-1, 3ème alinéa du code de commerce, les fonctions du commissaire aux comptes suppléant, s'il en est désigné un, appelé à remplacer le commissaire aux comptes titulaire, prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions après l'approbation des comptes par l'assemblée générale.

L'accord-cadre n'est pas reconductible.

### 4. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante.

1. Le présent accord-cadre
2. Le bordereau des prix unitaires pour les missions rémunérées par des prix unitaires
3. Les lettres de mission annuelles et lettres de mission spécifiques, ces dernières valant marchés subséquents
4. Le dossier remis par le titulaire

### 5. OFFRE

#### 5.1. Contenu des prix

Les prix de l'accord-cadre sont **hors T.V.A.**

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations.

Ne sont cependant pas couverts par le prix, les frais de déplacement et de séjour engagés par le commissaire aux comptes dans l'exercice de ses fonctions. En effet, conformément aux dispositions de l'article R 823-15, ces frais sont remboursés par le pouvoir adjudicateur sur présentation de justificatifs.

#### 5.2. Forme des prix

☐ Le présent accord-cadre est passé à prix ferme non actualisable ni révisable.

☒ **Le présent accord-cadre est passé à prix révisable dans les conditions suivantes :**

Les prix du présent accord-cadre sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois .....février 2026..... (mois mo)

Le prix des prestations pour chaque nouvel exercice comptable sera révisé chaque année en fonction de l'indice SYNTEC du mois de décembre de l'année civile N-1, par l'application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient (C) de révision donné par la formule:

$$C = 0,15 + 0,85 \text{ Im/Io}$$

Dans laquelle :

Io : index SYNTEC du mois Mo.

Im : index de référence au mois de décembre de l'année civile N-1

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

### 5.3. Montant de l'offre

L'ensemble des prestations confiées au titre de la partie « marché » et au titre de la partie « accord-cadre » seront réglées dans les conditions suivantes :

#### Partie « marché » :

##### Marché à prix forfaitaire

Les prestations relatives au contrôle légal et à la certification des comptes seront rémunérées par application de prix forfaitaires pour chacun des 6 exercices comptables définis comme suit :

#### Prix forfaitaire par exercice :

(en euros)	Prix HT	Montant TVA au taux de ...	Prix TTC
1 <sup>er</sup> exercice			
2 <sup>e</sup> exercice			
3 <sup>e</sup> exercice			
4 <sup>e</sup> exercice			
5 <sup>e</sup> exercice			
6 <sup>e</sup> exercice			

#### Montant global pour les 6 exercices :

Montant Hors taxe : .....

Montant TVA au taux de .....%

Montant TTC .....

Montant TTC (en lettres) .....

L'annexe n°1 intègre la décomposition des prix forfaitaires par exercice comptable, par nombre d'heures consacrées à la mission et par catégorie d'intervenants (associé, manager, chef de mission, assistants).

#### Clause de réexamen :

Il est convenu entre les parties que les forfaits définis ci-dessus ont été établis par le commissaire aux comptes en tenant compte de la situation et des prévisions d'évolution de la société ainsi que du barème d'heures de travail fixé à l'article R.823-12 du code de commerce en fonction du montant estimé par exercice du bilan de la personne ou de l'entité, augmenté du montant des produits d'exploitation et des produits financiers, hors TVA.

Si la situation de la société évolue en dehors de la fourchette ayant servi de base à la détermination du forfait de l'exercice, le nombre d'heure de travail sera reconsidéré dans les limites fixées par l'article R.823-12. Les prix horaires seront ceux fixés en annexe auxquels sera appliquée la clause de révision.

#### Partie accord-cadre :

Les missions connexes, particulières ou complémentaires à la mission du commissaire aux comptes seront réglées par application des prix unitaires dont le libellé est détaillé au bordereau de prix joint en annexe n°2 aux nombres d'heures travaillées estimées par le commissaire aux comptes pour chaque catégorie d'intervenants, en fonction de l'importance de chaque mission.

Sur ces bases, le commissaire aux comptes présentera dans chacune de ses lettres de missions spécifiques le coût de la mission qui devra faire l'objet d'une validation par le pouvoir adjudicateur. Cette validation formalise la rémunération, qui devient forfaitaire, du commissaire aux comptes pour la réalisation de chaque mission et vaut marché subséquent.



### Montant de la partie accord-cadre :

- La partie accord-cadre est conclue avec un maximum fixé en valeur

Le montant maximum de l'accord-cadre en valeur est de :

Montant HT : **25 000€**

Montant TVA au taux de..... % : .....

Montant TTC : .....

Montant TTC (en lettres) : .....

En cas de désaccord sur le montant de la rémunération du commissaire aux comptes tant sur la partie « marché » que sur la partie « accord-cadre », il sera fait application de l'article R.823-18 du code de commerce à la demande de l'une ou l'autre des parties.

## 6. REGLEMENT DES COMPTES

### 6.1. Avance

Il n'est pas prévu le versement d'une avance.

### 6.2. Modalités de règlement

Le commissaire aux comptes présentera, lors de la remise de son rapport général annuel, et le cas échéant, de son rapport spécial, sa facture correspondant aux missions effectuées pour le contrôle de l'exercice considéré correspondant à son programme de travail annuel.

Pour toute autre lettre de mission spéciale, il présentera sa facture lors de la remise des rapports se rapportant à ces missions.

La facture établie par le titulaire indique les prestations effectuées pour la période considérée, ainsi que leur prix évalué en prix de base HT, majoré de la TVA.

Cette demande de paiement est envoyée au pouvoir adjudicateur par courrier.

### 6.3. Paiements

Le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues au titre du présent accord-cadre par virement établi à l'ordre du commissaire aux comptes titulaire (joindre le RIB)

DESIGNATION DU TITULAIRE
Nom de l'entreprise : Raison sociale : Adresse : Référence compte bancaire :

En cas de suppléance, le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues au titre du présent accord-cadre par virement établi à l'ordre du commissaire aux comptes suppléant qui devra transmettre à cet effet son RIB.

### 6.4. Délais de règlement

Le délai maximum de paiement des factures est de : **30 jours**, à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur.

## 6.5. Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J / 365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

## 7. RESILIATION DU MARCHÉ

Compte tenu de la spécificité de la mission du commissaire aux comptes, la résiliation du marché ne pourra intervenir qu'en cas de récusation du commissaire aux comptes titulaire dans les conditions de l'article L. 823-6 du code de commerce, ou de révocation conformément à l'article L. 823-7 du même code.

Dans ces deux cas, le commissaire aux comptes suppléant, s'il en est désigné un, remplace automatiquement et sans formalités particulières le commissaire aux comptes titulaire.

La récusation ou la révocation pourront notamment être demandées auprès du Tribunal de Commerce :

- en cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique fournis par le titulaire.
- dans le cas où le titulaire ne produirait pas les pièces prévues aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique tous les six mois à compter de la notification du marché.

En cas de résiliation pour faute, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

## 8. ASSURANCES

Le commissaire aux comptes titulaire sera entièrement responsable de la bonne exécution des missions qui lui seront confiées.

Il doit justifier, au moment de la consultation, au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie, qu'il est titulaire d'une assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle tant à l'égard du pouvoir adjudicateur que des tiers pour l'ensemble des conséquences dommageables des fautes et négligences commises par lui dans l'exercice de ses fonctions au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée de l'accord-cadre et de chacun des marchés subséquents et le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle.

Lorsque le commissaire aux comptes suppléant, éventuellement désigné, doit assurer le remplacement du commissaire aux comptes titulaire dans les conditions définies par le code de commerce, il produit sans délai son attestation d'assurance au pouvoir adjudicateur.

## 9. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

En cas de litige, les tribunaux français sont seuls compétents.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en français.

## 10. PIÈCES À PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

Le candidat retenu devra produire également sa lettre d'acceptation des fonctions.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, l'attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité, sera à remettre dans le même délai.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

A noter : Le candidat procède à la signature de l'accord-cadre au stade de la remise de son offre ou après attribution de l'accord-cadre selon les modalités prévues au règlement de la consultation.

Fait en ..... originaux

(En application de l'article 1375 du code civil, le contrat doit être établi en autant d'originaux que de parties)

A .....

le

Le commissaire aux comptes titulaire :

Signature :

Le commissaire aux comptes suppléant :

Signature :

## 11. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

### 11.1 DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES CONFIE AU TITULAIRE

La nature des opérations réalisées sur les données :	Recueil d'informations à des fins strictement limitées à l'exécution du marché
La ou les finalité(s) du traitement :	Exécution des prestations du marché
Les données à caractère personnel traitées :	- Salariés de l'entreprise : nom, prénom, coordonnées, éléments salariaux ; - Situation des comptes locataires.
Les catégories de personnes concernées :	Personnel de la société
Les informations mises à disposition du titulaire par le pouvoir adjudicateur :	Toutes les informations nécessaires à la bonne exécution de sa mission.

### 11.2 OBLIGATION DU TITULAIRE VIS-A-VIS DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Il est précisé que dans le cadre de cette réglementation, le pouvoir adjudicateur est qualifié de responsable de traitement et le titulaire du marché a la qualification de sous-traitant. Néanmoins la présente clause a été établie avec la terminologie classique pouvoir adjudicateur/titulaire/sous-traitant.

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet du contrat
  - traiter les données **conformément aux instructions documentées** du pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le pouvoir adjudicateur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
  - **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat
  - veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent contrat :
    - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
    - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
  - prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.**
- ### 11.3 SORT DES DONNEES

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, **le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.**

## 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

**Par dérogation à l'article 5.2.3 du CCAG Services** il sera fait application de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dans les conditions visées au présent marché.

## 13. ACCEPTATION DE L'OFFRE

**La présente offre est acceptée.**

A ..... le .....

Signature

Annexes à l'accord-cadre :

- .....
- .....

Annexe n°1 - Décomposition des prix forfaitaires  
Mission de certification des comptes (partie « marché »)

Qualité des intervenants	Valorisation horaire (en €)	Temps estimatif (en heures)	Coût
<b>1<sup>er</sup> exercice :</b>			
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
<b>PRIX FORFAITAIRE MISSION EXERCICE 1 :</b>			
<b>2<sup>e</sup> exercice :</b>			
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
<b>PRIX FORFAITAIRE MISSION EXERCICE 2 :</b>			
<b>3<sup>e</sup> exercice :</b>			
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
<b>PRIX FORFAITAIRE MISSION EXERCICE 3 :</b>			
<b>4<sup>e</sup> exercice :</b>			
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
<b>PRIX FORFAITAIRE MISSION EXERCICE 4 :</b>			

<b>5° exercice :</b>			
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
<b>PRIX FORFAITAIRE MISSION EXERCICE 5 :</b>			
<b>6° exercice :</b>			
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
<b>PRIX FORFAITAIRE MISSION EXERCICE 6 :</b>			
<b>PRIX FORFAITAIRE MISSION SUR LES 6 EXERCICES :</b>			

Annexe n°2 - Bordereau des prix  
Missions connexes, particulières ou complémentaires  
(partie «accord-cadre »)

---

Qualité des intervenants	Valorisation horaire (en €)
Associé	
Responsable de mission	
Assistant(s)	
Autres (préciser)	



Annexe n°3 - Devis quantitatif estimatif –  
Missions connexes, particulières ou complémentaires  
(partie «accord-cadre »)

---

Cette annexe établie pour des missions témoins servira au pouvoir adjudicateur pour l'analyse du prix de la partie « accord-cadre ». S'agissant de la partie « accord-cadre », les montants totaux définis ci-dessous n'ont pas à être reportés dans l'article prix.

Mission relative à une augmentation de capital

Qualité des intervenants	Valorisation horaire (en €)	Temps estimatif (en heures)	Coût
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
TOTAL MISSION :			

Mission relative à la certification d'un bilan d'opération pour attester aux organismes subventionneurs

Qualité des intervenants	Valorisation horaire (en €)	Temps estimatif (en heures)	Coût
Associé			
Responsable de mission			
Assistant(s)			
Autres (préciser)			
TOTAL MISSION :			